

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Municipalité de Lac-Supérieur | 78095 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Luc Lafontaine, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité de Lac-Supérieur pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 2 septembre 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	8
État consolidé des flux de trésorerie	9
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	10
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	30
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	31
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	32
Situation financière par organismes	33
Charges par objets	34
Excédent (déficit) accumulé	35
Avantages sociaux futurs	40

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	47
Analyse des charges consolidées	59

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Municipalité de Lac Supérieur

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la MUNICIPALITÉ DE LAC SUPÉRIEUR (la « Municipalité ») incluant sa quote-part lui revenant dans le partenariat auquel elle participe (le « groupe »), qui comprennent l'état de la situation financière consolidé au 31 décembre 2024 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), des gains et pertes de réévaluation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application, à compter du 1^{er} janvier 2023, du chapitre SP 3280 « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la Municipalité aurait dû procéder à la comptabilisation, aux 31 décembre 2024 et 2023, des obligations liées à la mise hors service de ses immobilisations. La Municipalité, n'ayant pas procédé à l'analyse de ses obligations liées à la mise hors service de ses immobilisations, aucun montant n'a été comptabilisé à ce titre au rapport financier consolidé.

Par conséquent, nous n'avons pas été en mesure de déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires au niveau des immobilisations, des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, à l'amortissement des immobilisations, à la charge de désactualisation et à l'excédent accumulé ou à d'autres postes des états financiers consolidés pour les exercices terminés les 31 décembre 2024 et 2023. À cet égard, les états financiers consolidés dérogent aux normes comptables du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion modifiée sur les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2024, tout comme nous l'avons fait pour les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2023 en raison des incidences éventuelles de cette limitation de l'étendue des travaux.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que le groupe inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l.
Comptables professionnels agréés

[Original signé par]

PATRICE FORGET, CPA auditeur, associé
AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.
Mont-Tremblant, 2 septembre 2025

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	6 800 363	6 930 254	6 252 670
Compensations tenant lieu de taxes	2	187 609	188 010	180 451
Quotes-parts	3			
Transferts	4	526 338	658 019	364 244
Services rendus	5	331 879	417 701	355 114
Imposition de droits	6	300 000	776 613	644 704
Amendes et pénalités	7	5 250	8 099	15 087
Revenus de placements de portefeuille	8		123 098	83 069
Autres revenus d'intérêts	9	70 582	77 519	73 784
Autres revenus	10	86 373	274 949	484 680
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	8 308 394	9 454 262	8 453 803
Charges				
Administration générale	14	1 439 691	1 455 584	1 355 920
Sécurité publique	15	1 258 135	1 172 509	1 147 546
Transport	16	3 330 186	2 669 052	2 740 300
Hygiène du milieu	17	1 208 765	1 353 738	1 269 712
Santé et bien-être	18	6 500	11 147	1 288
Aménagement, urbanisme et développement	19	496 956	435 792	408 594
Loisirs et culture	20	1 103 322	817 183	684 565
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	224 918	112 339	111 162
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	9 068 473	8 027 344	7 719 087
Excédent (déficit) lié aux activités	25	(760 079)	1 426 918	734 716
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		14 835 204	14 100 488
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		14 835 204	14 100 488
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		16 262 122	14 835 204

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 388 599	1 383 832
Débiteurs (note 5)	2	3 081 833	2 894 960
Prêts (note 6)	3	41 496	
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	6 511 928	4 278 792
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		39 096
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 012 867	899 586
Revenus reportés (note 11)	12	1 075 941	632 460
Dette à long terme (note 12)	13	2 916 582	2 333 827
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	5 005 390	3 904 969
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	1 506 538	373 823
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	14 409 341	14 160 941
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	14 723	14 723
Stocks de fournitures	20	317 828	270 391
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	13 692	15 326
	23	14 755 584	14 461 381
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	16 262 122	14 835 204
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	16 262 122	14 835 204
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	16 262 122	14 835 204

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(760 079)	1 426 918	734 716
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	1 058 315)	1 414 161)
Produit de cession	3		87 014	84 958
Amortissement	4		808 671	806 905
(Gain) perte sur cession	5		(85 770)	(488)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(248 400)	(522 786)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(47 437)	(25 765)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		1 634	(2 185)
	13		(45 803)	(27 950)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(760 079)	1 132 715	183 980
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		373 823	189 843
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		373 823	189 843
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		1 506 538	373 823

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	2	
Placements de portefeuille	3	
Autres		
▪	4.1	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
▪	5.1	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 426 918	734 716
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	808 671	806 905
Autres			
▪ (Gain) perte sur cession d'immobilisations corporelles	3.1	(85 770)	(488)
	4	2 149 819	1 541 133
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(186 873)	349 522
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	68 804	(1 254 270)
Revenus reportés	8	443 481	50 643
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	(47 437)	(25 765)
Autres actifs non financiers	12	1 634	(2 185)
	13	2 429 428	659 078
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	1 013 838)(	1 397 011)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	87 014	84 958
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 ())
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(926 824)	(1 312 053)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	50 000)()
Remboursement ou cession	20	8 504	
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 ())
Cession	22		
	23	(41 496)	
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	910 000	28 123
Remboursement de la dette à long terme	25 (	327 867)(	265 768)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(39 096)	39 096
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	622	836
Autres			
▪	28.1		
	29	543 659	(197 713)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	2 004 767	(850 688)
Solde déjà établi	31	1 383 832	2 234 520
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	1 383 832	2 234 520
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	3 388 599	1 383 832

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

La Régie intermunicipale des Trois-Lacs a été constituée conformément à l'article 580 du Code municipal par un décret du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation qui est entré en vigueur le 9 avril 2011.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13, S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présenté aux pages S23.

Dans les informations sectorielles et les notes complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Municipalité excluant le partenariat auquel elle participe.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Municipalité. Ils incluent également la quote-part revenant à la Municipalité dans les actifs, passifs, les revenus et les charges du partenariat auquel elle participe. Cette consolidation se fait ligne par ligne.

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

Les états financiers sont consolidés en tenant compte de l'organisme suivant : la *Régie intermunicipale des Trois-Lacs*, en proportion de la participation de la Municipalité.

B) Comptabilité d'exercice

La Municipalité applique la méthode de comptabilité d'exercice. Cette méthode consiste à reconnaître les revenus et les charges au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où elles sont réglées par un encaissement ou un décaissement ou de toute autre façon.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés de la Municipalité, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des stocks et des propriétés destinées à la revente, la durée de vie utile des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux et des contestations d'évaluation.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Municipalité en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Municipalité comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers consolidés. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers consolidés. En effet, la Municipalité est tenue de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers consolidés dès le moment où la désignation patrimoniale sera étirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Éléments incorporels

Les éléments incorporels autres que les éléments incorporels achetés ne sont pas constatés dans les états financiers de la Municipalité.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées suivantes:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

CATÉGORIE	DESCRIPTION GÉNÉRALE	DURÉE DE VIE UTILE
Infrastructures	Réseau routier	20 à 40 ans
	Conduites d'eau potable et usines de traitement de l'eau potable	40 ans
	Usines, bassins d'épuration et conduites d'égout	40 ans
Bâtiments	Édifices administratifs	40 ans
	Édifices communautaires et récréatifs	40 ans
	Atelier, garages et entrepôts	40 ans
Véhicules	Automobiles	10 ans
	Véhicules lourds	20 ans
	Autres véhicules à moteur	10 ans
Ameublement et équipement de bureau	Équipement informatique	5 ans
	Logiciels	5 ans
	Équipement téléphonique	10 ans
	Ameublement et équipement de bureau	10 ans
Machinerie, outillage et équipement	Machinerie lourde	20 ans
	Équipement et outillage	10 ans
	Petite machinerie et autres	5 ans

Les immobilisations de la Régie intermunicipale des Trois-Lacs sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

CATÉGORIE	DESCRIPTION GÉNÉRALE	DURÉE DE VIE UTILE
Bâtiments	Atelier, garage et entrepôt	40 ans
	Cabanon	5 ans
Véhicules	Véhicules lourds	20 ans
	Autres véhicules	10 ans
Équipements	Équipements fixes camions	20 ans
	Remorques	20 ans
	Bacs roulants	5 ans
Ameublement et équipement de bureau	Équipements informatiques	5 ans
	Équipements téléphoniques	10 ans
	Ameublement et équipement de bureau	10 ans
Améliorations locatives	Améliorations au garage	5 ans

Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction.

L'amortissement des immobilisations est inclus dans les charges à l'état des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

L'amortissement des immobilisations en cours sera établi à partir de la date de transfert de l'immobilisation en cours à la catégorie d'immobilisation appropriée.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Municipalité ou de la Régie de fournir des biens et services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut-être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation. Elles sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

F) Revenus**Taxes**

Les taxes sont constatées lors du dépôt du rôle de perception initial à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ce rôle. Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées à partir de la date de prise d'effet des certificats émis par l'évaluateur.

Compensations tenant lieu de taxes

Les compensations tenant lieu de taxes sont constatées lorsqu'une demande de paiement a été effectuée, sauf pour celles provenant du gouvernement du Québec et de ses entreprises où la constatation survient lorsque les sommes sont encaissées.

Transferts

Les transferts sont comptabilisés à titre de revenus lorsqu'ils sont autorisés par le cédant et que tous les critères d'admissibilité sont atteints, sauf s'ils sont assortis de stipulations qui créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Si un passif est créé, la comptabilisation à titre de revenu a lieu au fur et à mesure que les stipulations relatives à ce passif sont rencontrées.

Services rendus

Les services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Imposition de droits

Les revenus de licences et permis sont constatés au moment de la délivrance du permis au payeur.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date d'inscription du transfert par l'Officier de publicité foncière.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Amendes et pénalités

Les revenus liés à l'imposition d'amendes ou de pénalités sont constatés lorsque la Municipalité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever les sommes en cause. Lorsque les dispositions législatives ou réglementaires applicables prévoient un délai de contestation ou requièrent une réponse à l'accusation de la part de l'assigné, les revenus ne sont constatés que lorsque ces événements ont eu lieu.

Revenus de placements de portefeuille

Les revenus de placements de portefeuille sont constatés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés. Ces revenus comprennent les intérêts sur les dépôts en banque et les placements de portefeuille, s'il y a lieu.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Autres revenus d'intérêts

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés. Ces revenus comprennent les revenus d'intérêts non associés aux dépôts en banque et aux placements de portefeuille, notamment sur les arriérés de taxes.

Autres revenus

Les revenus rattachés à la cession d'actifs sont comptabilisés comme revenus à la date de l'acte de transfert.

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

G) Avantages sociaux futurs**Régime de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

La Municipalité et les Régies participent au régime de retraite des élus lequel est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite simplifié (RRS) offert par la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite simplifié (RRS) offert par la Régie intermunicipale des Trois-Lacs est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/O

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités, sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer, et la dette à long terme, sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

Dette à long terme

Les frais d'émission liés aux dettes sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale de l'emprunt jusqu'à son renouvellement. Le solde non amorti est présenté en déduction de la dette correspondante. Les normes comptables canadiennes pour le secteur public préconisent l'application du taux effectif plutôt que la méthode linéaire. L'amortissement des frais d'émission des dettes selon la méthode du taux effectif n'a pas d'impact important sur les résultats des activités et sur la situation financière.

De plus, la Municipalité a choisi de ne pas inclure dans les montants des versements estimatifs pour les prochains exercices présentés à la note 12, le montant des refinancements dans l'année où ils sont prévus.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

ADOPTION DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Adoption initiale - Chapitre SP 3400 - Revenus

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3400 - Revenus, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3400, la Municipalité a analysé ses différentes sources de revenus pour déterminer celles qui sont issues d'opérations qui comportent des obligations de prestations (appelées « opérations avec contrepartie ») de celles issues d'opérations sans obligation de prestation (appelées « opérations sans contrepartie »).

Pour les opérations avec contrepartie, la Municipalité doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou services) sont distincts et doivent par conséquent être traités séparément. Lorsque la Municipalité détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestations pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou services à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Municipalité.

Adoption initiale - Chapitre SP 3160 - Partenariats public-privé

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3160 - Partenariats public-privé, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023. Cette norme fournit des indications sur la comptabilisation, l'évaluation et la présentation d'une infrastructure acquise par la Municipalité sous la forme d'un partenariat public-privé (PPP), soit un partenariat entre une entité gouvernementale et le partenaire du secteur privé. Notamment, elle identifie ce qui constitue un élément d'infrastructure réalisé en PPP et précise qu'un actif et un passif doivent être comptabilisés lorsque la Municipalité en obtient le contrôle.

L'adoption de ce chapitre n'a entraîné aucun impact sur les résultats, ni sur la situation financière puisque la Municipalité ne détient pas de partenariats public-privé.

Adoption initiale - Note d'orientation NOSP-8 - Éléments incorporels achetés

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté les exigences de la note d'orientation NOSP-8 - Éléments incorporels achetés, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023. Cette note d'orientation traite de la définition d'un élément incorporel acheté. Dorénavant, la norme indique que ces éléments incorporels achetés doivent être comptabilisés s'ils répondent à la définition d'un actif.

Ce changement n'a entraîné aucun impact sur les états financiers consolidés de la Municipalité puisqu'elle ne détient pas d'éléments incorporels achetés.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	3 388 599	1 382 686
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		1 146
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	3 388 599	1 383 832
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	3 388 599	1 383 832
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	1 355 488	1 116 907
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	127 500	811 500

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	494 648	268 627
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	4 131	3 138
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	1 882 226	1 740 103
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	372 667	535 254
Organismes municipaux	13	83 217	69 541
Autres			
▪ Mutations, amendes et autres	14.1	244 944	245 932
▪ Remboursement assurance	14.2		32 365
	15	3 081 833	2 894 960
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	21 249	21 808
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	100 125	184 748
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23		
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	1 227 276	1 227 276
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	554 825	328 079
	27	1 882 226	1 740 103

Note

La valeur comptable des débiteurs, excluant les taxes à la consommation, les taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités, est d'un montant de 2 029 717 \$.

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪ Fonds de soutien à l'entrepreneuriat	30.1	41 496	
	31	41 496	
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

Fonds entrepreneurial pour favoriser le développement économique sur le territoire de la municipalité et soutenir l'entrepreneuriat à Lac-Supérieur, lequel est géré par la Corporation de développement économique de la MRC des Laurentides.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Municipalité dispose d'une marge de crédit au montant autorisé de 175 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (5,45 % au 31 décembre 2024).

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	367 287	299 289
Salaires et avantages sociaux	44	318 952	314 378
Dépôts et retenues de garantie	45	250 876	172 918
Provision pour contestations d'évaluation	46	4 366	
Autres			
▪ Organismes municipaux	47.1	16 558	63 268
▪ Intérêts et autres courus	47.2	54 828	49 733
	48	1 012 867	899 586

Note

La valeur comptable des crédoeurs et autres charges à payer, excluant les taxes à la consommation à payer, les avantages sociaux à payer et la provision pour contestation d'évaluation, est d'un montant de 822 031 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	71 025	17 113
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ Soutien à la coopération intermunicipale du Fonds régions et ruralité	54.1	10 565	19 115
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	311 705	271 862
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	648 798	293 768
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Aide financière, activités loisirs et autres	62.1	33 848	30 602
	63	1 075 941	632 460

Note

Les montants des rentrées grevées d'affectations d'origine externe s'élèvent à 46 874 \$ (61 371 \$ en 2023) pour le Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques et à 381 260 \$ (295 168\$ en 2023) pour le Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels. Les montants constatés à titre de revenus au cours de l'exercice s'élèvent respectivement de 7 031 \$ (9 206 \$ en 2023 \$) et de 26 230 \$ (350 297 \$ en 2023).

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,37	5,63	2025	2039	64	2 916 582	2 334 449
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	2 916 582	2 334 449
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	()	(622)
					72	2 916 582	2 333 827

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73	329 384			329 384
2026	74	314 854			314 854
2027	75	320 184			320 184
2028	76	243 530			243 530
2029	77	240 442			240 442
2030 et plus	78	1 468 188			1 468 188
	79	2 916 582			2 916 582
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	
	81	2 916 582			2 916 582

Note

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices n'incluent pas le montant des refinancements dans l'année où ils sont prévus. Les montants des refinancements par année sont les suivants :

2027 - 419 000 \$

2028 - 590 600 \$

2029 - 617 200 \$

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	120 586
Régimes de retraite des élus municipaux	89	16 086
	90	136 672
		103 272
		17 570
		120 842

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
▪	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97 ()(
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	462 275			462 275
Eaux usées	102	1 188 157			1 188 157
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	12 036 588			12 036 588
Autres					
▪	104.1	669 058	31 579		700 637
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	2 805 357			2 805 357
Améliorations locatives	107	3 907	(764)		3 143
Véhicules	108	2 233 041	235 149	151 967	2 316 223
Ameublement et équipement de bureau	109	393 892	26 242		420 134
Machinerie, outillage et équipement divers	110	2 129 040	416 248	123 030	2 422 258
Terrains	111	1 604 149			1 604 149
Autres	112				
	113	23 525 464	708 454	274 997	23 958 921
Immobilisations en cours	114	299 713	349 861		649 574
	115	23 825 177	1 058 315	274 997	24 608 495
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	535 599	41 086		576 685
Eaux usées	117	637 028	48 867		685 895
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	4 672 671	358 794		5 031 465
Autres					
▪	119.1	140 809	10 801		151 610
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	1 057 372	69 429		1 126 801
Améliorations locatives	122	1 996	334		2 330
Véhicules	123	1 044 879	141 564	151 967	1 034 476
Ameublement et équipement de bureau	124	367 868	6 860		374 728
Machinerie, outillage et équipement divers	125	1 206 014	130 936	121 786	1 215 164
Autres	126				
	127	9 664 236	808 671	273 753	10 199 154
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	14 160 941			14 409 341
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134	14 723	14 723
	135	14 723	14 723
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	14 723	14 723

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Immatriculations	143.1	4 758	5 682
▪ Autres	143.2	8 934	9 644
Autres			
▪	144.1		
	145	13 692	15 326

Note**19. Obligations contractuelles**

La Municipalité s'est engagée par contrats auprès de certains fournisseurs. Le solde des engagements relatif à ces contrats s'établit à 273 475 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

2025 - 195 841 \$
 2026 - 77 634 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La Municipalité s'est également engagée, pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2026, auprès d'une ville avoisinante pour l'organisation, l'opération et l'administration d'un service de sécurité incendie sur son territoire. L'ensemble des coûts nets d'exploitation et d'opération sera réparti entre les municipalités desservies par la Ville au prorata de leur richesse foncière uniformisée (RFU) respective. Le montant exigible estimatif pour l'exercice 2025 s'établit à 516 045 \$.

À son expiration, l'entente se renouvellera automatiquement par périodes successives de cinq (5) ans, à moins que l'une des parties informe l'autre de son intention d'y mettre fin ou son intention de revoir le mode de répartition des contributions financières ou toute autre condition de l'entente.

La Régie intermunicipale des Trois-Lacs s'est engagée auprès de différents fournisseurs, la quote-part revenant à la Municipalité sur le solde des engagements suivant ces contrats s'établit à 1 036 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des trois prochains exercices sont les suivants :

2025 -	745 \$
2026 -	273 \$
2027 -	18 \$

20. Droits contractuels

S.O.

21. Passifs éventuels

.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

Une réclamation estimée à plus de 245 000 \$ a été entreprise contre la Municipalité et la Municipalité régionale de comté des Laurentides. Cette réclamation a été transmise aux assureurs de la Municipalité qui en ont pris fait et cause. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il est impossible de prévoir l'issue de ce dossier. Advenant un accueil favorable de cette réclamation, la franchise et/ou la réclamation serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

D) Autres

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

22. Actifs éventuels

S/O

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

Au cours de l'exercice, en plus des acquisitions d'immobilisations corporelles présentées dans les activités d'investissement, la Municipalité a acquis des immobilisations corporelles au montant de 44 477 \$ présentées dans les créanciers et charges à payer au 31 décembre 2024 (17 150 \$ en 2023).

24. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les données budgétaires consolidées. Ces données constituent la combinaison des prévisions budgétaires non consolidées adoptées par la Municipalité et la quote-part revenant à cette dernière des prévisions budgétaires adoptées par le partenariat auquel elle participe, après élimination des soldes réciproques.

Une comparaison avec les prévisions budgétaires non consolidées adoptées par la Municipalité est également présentée dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, la Municipalité est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Municipalité sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités.

L'exposition maximale de la Municipalité au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs, autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit puisque la Municipalité évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Municipalité ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Municipalité croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. Le risque de crédit associé aux subventions à recevoir est réduit au minimum puisque ces sommes proviennent des gouvernements.

La balance chronologique des débiteurs, excluant les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir et les subventions à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses au 31 décembre est composé de comptes non en souffrance de 38 984 \$ (62 945 \$ en 2023).

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Municipalité éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Municipalité gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Municipalité établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

31 décembre 2024	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	de 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	822 031 \$	- \$	- \$	- \$	822 031 \$
Dette à long terme	329 384 \$	878 568 \$	491 707 \$	1 216 923 \$	2 916 582 \$
	1 151 415 \$	878 568 \$	491 707 \$	1 216 923 \$	3 738 613 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

31 décembre 2023	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	de 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	650 846 \$	- \$	- \$	- \$	650 846 \$
Dettes à long terme	306 441 \$	840 138 \$	386 270 \$	801 600 \$	2 334 449 \$
	957 287 \$	840 138 \$	386 270 \$	801 600 \$	2 985 295 \$

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Municipalité est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des instruments financiers, ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments financiers, varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Municipalité à un risque de la juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux fixe sont les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux variable sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Considérant que la Municipalité comptabilise ses instruments financiers à taux fixe au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif et non à la juste valeur, l'exposition au risque de fluctuation de taux d'intérêt est faible d'autant plus que la Municipalité prévoit les rembourser selon l'échéancier prévu. Pour les instruments financiers à taux variable, chaque fluctuation de 1 % du taux d'intérêt sur leur solde en fin d'exercice ferait augmenter ou diminuer l'excédent annuel lié aux activités de 2024 d'un montant de 33 405 \$.

27. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	6 252 670	6 800 363	6 930 254			6 930 254
Compensations tenant lieu de taxes	2	180 451	187 609	188 010			188 010
Quotes-parts	3					410 934	
Transferts	4	286 194	516 453	444 171		5 793	449 964
Services rendus	5	352 859	329 350	414 321		3 380	417 701
Imposition de droits	6	644 704	300 000	776 613			776 613
Amendes et pénalités	7	15 087	5 250	8 099			8 099
Revenus de placements de portefeuille	8			20 000			123 098
Autres revenus d'intérêts	9	156 659	50 000	77 461		58	77 519
Autres revenus	10	96 611	83 368	194 927		4 573	199 500
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	7 985 235	8 292 393	9 156 954		424 738	9 170 758
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	73 299	3 129 027	208 055			208 055
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	350 297		22 955			22 955
Autres	18			52 494			52 494
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	423 596	3 129 027	283 504			283 504
	22	8 408 831	11 421 420	9 440 458		424 738	9 454 262
Charges							
Administration générale	23	1 327 070	1 374 170	1 425 424	30 160		1 455 584
Sécurité publique	24	862 702	1 211 122	1 122 675	49 834		1 172 509
Transport	25	2 169 787	2 649 652	2 065 722	603 330		2 669 052
Hygiène du milieu	26	1 115 503	1 273 406	1 389 098	48 685	326 889	1 353 738
Santé et bien-être	27	1 288	6 500	11 147			11 147
Aménagement, urbanisme et développement	28	403 937	472 017	427 356	8 436		435 792
Loisirs et culture	29	629 410	1 046 772	754 781	62 402		817 183
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	99 975	212 806	99 882		12 457	112 339
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	757 582	928 168	802 847 (	802 847)		
	34	7 367 254	9 174 613	8 098 932		339 346	8 027 344
Excédent (déficit) lié aux activités	35	1 041 577	2 246 807	1 341 526		85 392	1 426 918

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Administration municipale	Réalizations 2024	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) lié aux activités	1	1 041 577	2 246 807	1 341 526	85 392	1 426 918
Moins : revenus d'investissement	2	(423 596)	(3 129 027)	(283 504)	()	(283 504)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	617 981	(882 220)	1 058 022	85 392	1 143 414
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	757 582	928 168	802 847	5 824	808 671
Produit de cession	5	82 559		87 014		87 014
(Gain) perte sur cession	6	(28 848)		(85 770)		(85 770)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	811 293	928 168	804 091	5 824	809 915
Propriétés destinées à la vente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12			8 504		8 504
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15			8 504		8 504
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(265 400)	(241 000)	(241 000)	(86 867)	(327 867)
	18	(265 400)	(241 000)	(241 000)	(86 867)	(327 867)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(118 396)	(50 028)	(220 105)	(87 514)	(132 591)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	11 680		46 058		46 058
Excédent de fonctionnement affecté	21	360 245	380 279	254 275		254 275
Réserves financières et fonds réservés	22	(371 239)	(135 199)	(135 199)		(135 199)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				(209)	(209)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(117 710)	195 052	(54 971)	87 305	32 334
	26	428 183	882 220	516 624	6 262	522 886
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 046 164		1 574 646	91 654	1 666 300

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Réalizations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	423 596	283 504		283 504
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	8 853)(	45 768)(	)	45 768)
Sécurité publique	3 (	15 520)(	16 114)(	)	16 114)
Transport	4 (	548 388)(	355 023)(	)	355 023)
Hygiène du milieu	5 (	)	)	(87 514)	(87 514)
Santé et bien-être	6 ())))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	444 378)(	99 642)(	)	99 642)
Loisirs et culture	8 (	286 188)(	629 282)(	)	629 282)
Réseau d'électricité	9 ())))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())))
	11 (	1 303 327)(	1 145 829)(	(87 514)	1 058 315)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 ())))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	)	50 000)(	)	50 000)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14		910 000		910 000
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	118 396	220 105	(87 514)	132 591
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	276 249	150 722		150 722
Excédent de fonctionnement affecté	17	57 166	82 043		82 043
Réserves financières et fonds réservés	18	476 924	404 246		404 246
	19	928 735	857 116	(87 514)	769 602
	20	(374 592)	571 287		571 287
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	49 004	854 791		854 791

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023		2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 382 723	3 340 454	48 145	3 388 599
Débiteurs (note 5)	2	2 822 616	3 069 733	12 100	3 081 833
Prêts (note 6)	3		41 496		41 496
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	4 205 339	6 451 683	60 245	6 511 928
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	813 940	994 492	18 375	1 012 867
Revenus reportés (note 11)	12	613 345	1 065 377	10 564	1 075 941
Dettes à long terme (note 12)	13	2 018 278	2 687 900	228 682	2 916 582
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	3 445 563	4 747 769	257 621	5 005 390
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	759 776	1 703 914	(197 376)	1 506 538
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	13 698 383	14 040 121	369 220	14 409 341
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	14 723	14 723		14 723
Stocks de fournitures	20	266 662	316 581	1 247	317 828
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	7 958	13 692		13 692
	23	13 987 726	14 385 117	370 467	14 755 584
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	2 066 071	3 168 972	32 553	3 201 525
Excédent de fonctionnement affecté	25	1 205 652	1 144 301		1 144 301
Réserves financières et fonds réservés	26	293 418	24 532		24 532
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	()	()	()	()
Financement des investissements en cours	28	(511 845)	342 786		342 786
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	11 694 206	11 408 440	140 538	11 548 978
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	14 747 502	16 089 031	173 091	16 262 122
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	2 281 132	2 116 879	2 229 092
				2 145 349
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	508 504	451 529	469 807
				444 608
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	4 210 966	3 537 555	3 728 129
				3 667 476
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	207 206	92 623	105 010
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			70
Autres frais de financement	13	5 600	7 259	7 259
				6 677
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	1 001 157	1 066 153	655 219
Transferts	15			
Autres	16			1 764
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	16 880	16 675	16 675
				14 262
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	928 168	802 847	808 671
Actifs incorporels achetés	20			806 905
Autres				
▪ Créances douteuses	21.1	2 000	(559)	(559)
▪ Autres	21.2	13 000	7 971	7 971
	22	9 174 613	8 098 932	8 027 344
				7 719 087

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 201 525	2 006 762
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 144 301	1 205 652
Réserves financières et fonds réservés	3	24 532	293 420
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	)	( 1 388)
Financement des investissements en cours	5	342 786	(511 845)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	11 548 978	11 842 603
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	16 262 122	14 835 204

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	3 168 972	2 066 071
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	32 553	(59 309)
	11	3 201 525	2 006 762

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Budget exercice subséquent	12.1		117 500
▪ Ingénieurs	12.2	1 149	1 149
▪ Projet Nature	12.3	50 000	50 000
▪ CER (RIDR)	12.4	13 122	13 122
▪ Inventaire RINOL	12.5	170	170
▪ Plan stratégique	12.6		30 000
▪ Archivage	12.7	11 823	58 454
▪ Aqueduc Fraternité	12.8	16 000	16 000
▪ Plans directeurs	12.9	25 708	42 900
▪ Kiosque Domaine Roger	12.10	20 000	20 000
▪ Ressource communications	12.11	5 718	5 718
▪ Diagnostic organisationnel	12.12	11 612	16 077
▪ Réparation drain	12.13	11 054	11 054
▪ Ponceaux	12.14	5 250	5 250
▪ Travaux sur boîtes de camion	12.15	4 019	25 000
▪ Projets environnementaux	12.16	43 047	47 635
▪ Travaux hôtel de ville	12.17	400 000	400 000
▪ Coeur Villageois	12.18	128 798	150 000
▪ Stationnement halte municipale	12.19	29 397	29 397
▪ Parc Riverain	12.20	22 295	33 136
▪ Consultant	12.21	5 774	15 092
▪ Fonds entrepreneural	12.22		50 000
▪ Analyse de données	12.23	8 918	8 918
▪ Matériel informatique	12.24		3 600
▪ Logiciel	12.25	9 525	2 205
▪ Bâtiment piscine	12.26	130 525	30 525
▪ Renovations bibliothèque	12.27	18 750	18 750
▪ Journal du patrimoine et balado	12.28	4 000	4 000
▪ Matériel informatique 2025	12.29	6 000	
▪ Plan stratégique	12.30	6 816	
▪ Accès - personnes à mobilité réduite	12.31	37 500	
▪ Petits équipements voirie	12.32	13 453	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Expertise des sols	12.33	20 000	
▪ Boîte d'hiver camion #38	12.34	13 000	
▪ Plan directeur - Lac	12.35	27 000	
▪ Étude stratégique (myriophylle à épis)	12.36	6 378	
▪ Plan directeur - Parcs, sentiers et espaces verts	12.37	25 000	
▪ Clôture piscine	12.38	2 500	
▪ Travaux locaux salle communautaire	12.39	10 000	
	13	1 144 301	1 205 652
Organismes contrôlés et partenariats¹			
▪	14.1		
	15		
	16	1 144 301	1 205 652

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	277 047
Organismes contrôlés et partenariats	22	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	532
Organismes contrôlés et partenariats	26	3
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	24 000
Autres		
▪	30.1	
	31	24 532
	32	293 420
	24 532	293 420

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Assainissement des sites contaminés	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres		
▪	43.1 ()(
	44 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()(
Utilisation du fonds de roulement	46 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Mesure relative à la COVID-19	52 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	)( 1 388)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ()(
Autres		
▪	55.1 ()(
	56 (	)( 1 388)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63 (	)( 1 388)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64 342 786	231 253
Investissements à financer	65 () ()	743 098
	66 342 786	(511 845)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67 14 409 341	14 160 941
Propriétés destinées à la revente	68 14 723	14 723
Prêts	69 41 496	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72 14 465 560	14 175 664
Ajustements aux éléments d'actif	73	
	74 14 465 560	14 175 664
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (2 916 582) ()	2 333 827
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 () ()	622
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	1 388
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	
	80 (2 916 582) ()	2 333 061
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 () ()	
	82 (2 916 582) ()	2 333 061
	83 11 548 978	11 842 603

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	()	
Rendement espéré des actifs	85	()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		
	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	
	110	

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____ 2

Description des régimes et autres renseignements

La Municipalité prend part à un régime de retraite simplifié. L'employeur et le salarié contribuent annuellement un montant équivalent à 8 % du salaire de base. Pour les cadres, l'employeur et le salarié contribuent annuellement un montant équivalent à 9 % du salaire de base.

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	100 319
REER	114	2 953
Autres régimes	115	
	116	103 272

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7 10

Description du régime

Le régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de compte distinct, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	4 773	5 212
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	16 086	17 570
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	16 086	17 570

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	5 489 083	5 618 712	5 618 712
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	309 741	317 800	317 800
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	102 979	103 484	103 484
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	5 901 803	6 039 996	6 039 996
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	66 232	66 402	66 402
Égout	13			65 876
Traitement des eaux usées	14	96 320	96 549	96 549
Matières résiduelles	15	583 736	606 567	606 567
Autres				
▪ Contrôle des insectes piqueurs	16.1	104 272	106 726	106 726
▪ Sécurité publique	16.2		(170)	(170)
Centres d'urgence 9-1-1	17	12 000	14 184	14 184
Service de la dette	18			12 750
Pouvoir général de taxation	19	36 000		
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	898 560	890 258	890 258
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	898 560	890 258	890 258
	27	6 800 363	6 930 254	6 930 254
				778 561
				6 252 670

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	9 390	9 642	9 390
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	126 684	126 684	126 684
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31			
Cégeps et universités	32	5 533	5 682	5 533
Écoles primaires et secondaires	33			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	141 607	142 008	141 607
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44	46 002	46 002	38 844
	45	46 002	46 002	38 844
	46	187 609	188 010	180 451

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47		5 793	1 304
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			418
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	164 922	146 548	123 686
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64			
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67	25 000	29 620	29 143
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			2 828
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76	754	754	
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	103 147	8 700	2 137
Activités culturelles				
Bibliothèques	84			
Autres	85	8 034	8 034	
Réseau d'électricité				
	86			
	87	293 069	193 656	159 516

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88	2 230 415		
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	685 339	33 724	33 724
Enlèvement de la neige	95			27 247
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105			
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124	213 273	174 331	174 331
Activités culturelles				46 052
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128	3 129 027	208 055	208 055
				73 299

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	123 572	142 735	96 188
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	99 812	99 812	32 212
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138		7 968	3 029
	139	223 384	250 515	131 429
TOTAL DES TRANSFERTS	140	3 645 480	652 226	364 244

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	8 450	8 450	
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	8 450	8 450	
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161	13 250	13 215	17 450
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162		863	4 243
Tri et conditionnement	163			3 138
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	13 250	14 078	20 588

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
		173		
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
		178		
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
		182		
Réseau d'électricité	183			
	184	13 250	22 528	25 908
				20 588

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	5 600	12 822	12 822
	188	5 600	12 822	22 496
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			
Enlèvement de la neige	196	265 000	268 455	268 455
Autres	197		29 694	29 694
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	265 000	298 149	298 149
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209			
Autres	210	15 000	11 055	11 055
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214	15 000	11 055	11 055

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223	10 000	15 590	12 120
	224	10 000	15 590	12 120
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	20 500	54 177	38 849
Activités culturelles				
Bibliothèques	226			
Autres	227			
	228	20 500	54 177	38 849
Réseau d'électricité	229			
	230	316 100	391 793	334 526
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	329 350	414 321	355 114

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	40 000	28 320	37 049
Droits de mutation immobilière	233	250 000	741 262	598 151
Droits sur les carrières et sablières	234	10 000	7 031	9 205
Autres	235			299
	236	300 000	776 613	644 704
AMENDES ET PÉNALITÉS	237	5 250	8 099	15 087
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	238	20 000	123 098	83 069
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	50 000	77 461	73 784
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240	50 028	85 770	488
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244	7 000	22 955	350 297
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246		1 200	
Autres contributions	247		12 523	11 135
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	33 340	147 928	122 760
	250	90 368	270 376	484 680
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	251			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	218 117	198 922		198 922	198 922	194 171
Greffe et application de la loi	2	161 398	182 375		182 375	182 375	207 777
Gestion financière et administrative	3	547 651	597 119		597 119	597 119	541 717
Évaluation	4	79 386	78 427		78 427	78 427	80 049
Gestion du personnel	5	15 540	16 460		16 460	16 460	22 729
Autres							
▪ Autres	6.1	352 078	352 121	30 160	382 281	382 281	309 477
	7	1 374 170	1 425 424	30 160	1 455 584	1 455 584	1 355 920
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	557 673	589 793		589 793	589 793	548 599
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	566 505	520 173	49 834	570 007	570 007	581 379
Sécurité civile	11	74 507	391		391	391	5 597
Autres	12	12 437	12 318		12 318	12 318	11 971
	13	1 211 122	1 122 675	49 834	1 172 509	1 172 509	1 147 546
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 347 502	1 175 264	500 455	1 675 719	1 675 719	1 530 445
Enlèvement de la neige	15	1 253 778	852 722	102 875	955 597	955 597	1 130 020
Éclairage des rues	16	2 300	2 256		2 256	2 256	2 134
Circulation et stationnement	17	14 395	3 689		3 689	3 689	53 879
Transport collectif							
Transport en commun	18	31 677	31 791		31 791	31 791	23 822
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	2 649 652	2 065 722	603 330	2 669 052	2 669 052	2 740 300

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	29 760	27 676		27 676	26 667
Réseau de distribution de l'eau potable	24	32 773	46 820	21 130	67 950	93 582
Traitement des eaux usées	25	20 898	195 768	27 555	223 323	47 703
Réseaux d'égout	26	54 835	59 571		59 571	68 231
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	99 816	104 907		104 907	110 232
Élimination	28	84 427	84 427		84 427	62 125
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	136 650	148 040		148 040	156 158
Tri et conditionnement	30	174 963	168 224		168 224	130 905
Matières organiques						
Collecte et transport	31	173 407	210 369		210 369	188 626
Traitement	32	26 716	24 523		24 523	23 317
Matériaux secs	33	68 324	61 574		61 574	74 174
Autres						
Plan de gestion	35	295	295		295	
Autres						
Cours d'eau	37	4 355	1 144		1 144	815
Protection de l'environnement	38	264 139	153 712		153 712	186 127
Autres	39	102 048	102 048		102 048	101 050
	40	1 273 406	1 389 098	48 685	1 437 783	1 269 712
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41					
Autres	42					
Sécurité du revenu						
Autres	44	6 500	11 147		11 147	1 288
	45	6 500	11 147		11 147	1 288

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	441 936	385 448	8 436	393 884	393 884	380 290
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	30 081	41 908		41 908	41 908	28 304
Tourisme	50						
Autres	51						
Autres	52						
	53	472 017	427 356	8 436	435 792	435 792	408 594
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	353 601	275 727		275 727	275 727	211 946
Patinoires intérieures et extérieures	55	50 690	29 662	5 542	35 204	35 204	17 073
Piscines, plages et ports de plaisance	56	198 073	85 898	10 779	96 677	96 677	92 846
Parcs et terrains de jeux	57	262 488	210 797	41 755	252 552	252 552	219 897
Parcs régionaux	58	7 940	7 887		7 887	7 887	7 946
Expositions et foires	59						
Autres	60	21 585	24 439		24 439	24 439	18 598
	61	894 377	634 410	58 076	692 486	692 486	568 306
Activités culturelles							
Centres communautaires	62						
Bibliothèques	63	140 942	109 491	4 326	113 817	113 817	105 403
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64						
Autres ressources du patrimoine	65	11 453	10 880		10 880	10 880	10 856
Autres	66						
	67	152 395	120 371	4 326	124 697	124 697	116 259
	68	1 046 772	754 781	62 402	817 183	817 183	684 565

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	207 206	92 623		92 623	105 010	104 194
Autres frais	71					70	291
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73	5 600	7 259		7 259	7 259	6 677
	74	212 806	99 882		99 882	112 339	111 162
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	928 168	802 847 (	802 847)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6			91 172
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	57 047	57 047	216 883
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	17 477	17 477	15 520
Édifices communautaires et récréatifs	14	536 024	536 024	69 305
Améliorations locatives	15		(764)	3 114
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	75 577	(10 586)	534 619
Ameublement et équipement de bureau	18	26 494	26 242	2 546
Machinerie, outillage et équipement divers	19	409 146	408 811	35 161
Terrains	20	24 064	24 064	445 841
Autres	21			
	22	1 145 829	1 058 315	1 414 161

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Autres infrastructures	5	57 047	57 047	308 055
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	1 088 782	1 001 268	1 106 106
	12	1 145 829	1 058 315	1 414 161

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	772 000		70 500	701 500
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	1 562 449	910 000	257 367	2 215 082
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	2 334 449	910 000	327 867	2 916 582
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18				
	19	2 334 449	910 000	327 867	2 916 582
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	2 334 449	910 000	327 867	2 916 582

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	2 687 900
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	4 668
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	2 683 232
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	228 682
Endettement net à long terme	14	2 911 914
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	432 862
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	3 344 776
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	3 344 776
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	107 870	106 566	113 317
Évaluation	2	79 386	78 427	80 049
Autres	3	49 377	48 780	36 180
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	5 273	5 086	4 741
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	31 677	31 791	23 822
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	671 204	739 771	205 269
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	28 967	28 617	27 045
Autres	21	1 114	1 101	1 095
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	21 336	21 121	22 099
Activités culturelles	23	4 953	4 893	5 240
Réseau d'électricité	24			
	25	1 001 157	1 066 153	655 219
				518 857

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 145 829	1 303 327
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 145 829	1 303 327

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	7,52	37,50	14 644,25	650 956	145 341	796 297
Professionnels	2						
Cols blancs	3	9,01	37,50	16 808,46	520 976	106 951	627 927
Cols bleus	4	12,79	40,00	26 526,15	790 882	173 078	963 960
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	29,32		57 978,86	1 962 814	425 370	2 388 184
Élus	9	7,00			154 065	26 159	180 224
	10	36,32			2 116 879	451 529	2 568 408

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	441 964	208 055	2 207		652 226
	7	441 964	208 055	2 207		652 226

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	15 439	15 695
	4	15 439	15 695
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	33 748	34 681
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	33 748	34 681
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	19 492	19 304
Enlèvement de la neige	12	12 994	12 870
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	32 486	32 174
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18	2 975	3 246
Traitement des eaux usées	19	12 982	14 179
Réseaux d'égout	20		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	15 957	17 425
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	2 252	
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	2 252	
Réseau d'électricité			
	42		
	43	99 882	99 975

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Steve Perreault	1.1 Maire	32 527	17 142	9 177	2 280
Nancy Deschênes	1.2 Conseiller	10 779	5 390		
Marcel Ladouceur	1.3 Conseiller	11 000	5 500		
Simon Legault	1.4 Conseiller	10 890	5 445		
Luce Baillargeon	1.5 Conseiller	11 000	5 500		
Luce Baillargeon	1.6 Maire suppléant	1 324	662	254	127
C. Jennifer Pearson-Millar	1.7 Conseiller	11 110	5 555		
Julie Racine	1.8 Conseiller	10 890	5 445		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	1 000 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3	46 874 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	\$
Ligne 3 : Autres revenus	7	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	\$
Ligne 9 : Autres charges	11	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	\$
Ligne 14 : Débiteurs	14	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	\$
Ligne 24 : Libres	20	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	\$
Constatés au cours de l'exercice	24	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.
- 44
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 45 381 260 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.
- 46
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024
- 47 59 169 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).
- 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 49 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).
- 50
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 51 _____ \$
- Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

Municipalité régionale de comté des Laurentides

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ 123 661 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ 93 220 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ 31 908 \$
 - Systèmes de drainage 76 _____ \$
 - Abords de routes 77 _____ 18 425 \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ 143 553 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ 143 553 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 82 2025-08-1648

b) Date d'adoption de la résolution 83 2025-08-05

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution 85 2019-11-426

b) Date d'adoption de la résolution 86 2019-11-01

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 241

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 98

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

X

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

4 5 6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

7 8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-09-02

Nom du signataire : Martin Pelchat

Fonction du signataire : Directeur des finances

Date de transmission au Ministère : 2025-09-04

Date et heure de la dernière modification : 2025-09-04 10:52

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus						
Fonctionnement	1	7 985 235	8 292 393	9 156 954	424 738	9 170 758
Investissement	2	423 596	3 129 027	283 504		283 504
	3	8 408 831	11 421 420	9 440 458	424 738	9 454 262
Charges	4	7 367 254	9 174 613	8 098 932	339 346	8 027 344
Excédent (déficit) lié aux activités	5	1 041 577	2 246 807	1 341 526	85 392	1 426 918
Moins : revenus d'investissement	6 (	423 596)(	3 129 027)(	283 504)(	)	283 504)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	617 981	(882 220)	1 058 022	85 392	1 143 414
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	757 582	928 168	802 847	5 824	808 671
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	265 400)(	241 000)(	241 000)(	86 867)(	327 867)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	118 396)(	50 028)(	220 105)(	(87 514))(	132 591)
Excédent (déficit) accumulé	12	686	245 080	165 134	(209)	164 925
Autres éléments de conciliation	13	53 711		9 748		9 748
	14	428 183	882 220	516 624	6 262	522 886
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	1 046 164		1 574 646	91 654	1 666 300

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	1 382 723	3 340 454	3 388 599
Débiteurs	2	2 822 616	3 069 733	3 081 833
Prêts	3		41 496	41 496
Placements de portefeuille	4			
Autres	5			
	6	4 205 339	6 451 683	6 511 928
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8			39 096
Créditeurs et charges à payer	9	813 940	994 492	1 012 867
Revenus reportés	10	613 345	1 065 377	1 075 941
Dette à long terme	11	2 018 278	2 687 900	2 916 582
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12			
Autres	13			
	14	3 445 563	4 747 769	5 005 390
Actifs financiers nets (dette nette)	15	759 776	1 703 914	1 506 538
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	13 698 383	14 040 121	14 409 341
Autres	17	289 343	344 996	346 243
	18	13 987 726	14 385 117	14 755 584
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	2 066 071	3 168 972	3 201 525
Excédent de fonctionnement affecté	20	1 205 652	1 144 301	1 144 301
Réserves financières et fonds réservés	21	293 418	24 532	24 532
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22	()	()	(1 388)
Financement des investissements en cours	23	(511 845)	342 786	342 786
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	11 694 206	11 408 440	11 548 978
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			
	26	14 747 502	16 089 031	16 262 122

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget exercice subséquent	1.1		117 500
▪ Ingénieurs	1.2	1 149	1 149
▪ Projet Nature	1.3	50 000	50 000
▪ CER (RIDR)	1.4	13 122	13 122
▪ Inventaire RINOL	1.5	170	170
▪ Plan stratégique	1.6		30 000
▪ Archivage	1.7	11 823	58 454
▪ Aqueduc Fraternité	1.8	16 000	16 000
▪ Plans directeurs	1.9	25 708	42 900
▪ Kiosque Domaine Roger	1.10	20 000	20 000
▪ Ressource communications	1.11	5 718	5 718
▪ Diagnostic organisationnel	1.12	11 612	16 077
▪ Réparation drain	1.13	11 054	11 054
▪ Ponceaux	1.14	5 250	5 250
▪ Travaux sur boîtes de camion	1.15	4 019	25 000
▪ Projets environnementaux	1.16	43 047	47 635
▪ Travaux hôtel de ville	1.17	400 000	400 000
▪ Coeur Villageois	1.18	128 798	150 000
▪ Stationnement halte municipale	1.19	29 397	29 397
▪ Parc Riverain	1.20	22 295	33 136
▪ Consultant	1.21	5 774	15 092
▪ Fonds entrepreneural	1.22		50 000
▪ Analyse de données	1.23	8 918	8 918
▪ Matériel informatique	1.24		3 600
▪ Logiciel	1.25	9 525	2 205
▪ Bâtiment piscine	1.26	130 525	30 525
▪ Renovations bibliothèque	1.27	18 750	18 750
▪ Journal du patrimoine et balado	1.28	4 000	4 000
▪ Matériel informatique 2025	1.29	6 000	
▪ Plan stratégique	1.30	6 816	
▪ Accès - personnes à mobilité réduite	1.31	37 500	
▪ Petits équipements voirie	1.32	13 453	
▪ Expertise des sols	1.33	20 000	
▪ Boîte d'hiver camion #38	1.34	13 000	
▪ Plan directeur - Lac	1.35	27 000	
▪ Étude stratégique (myriophylle à épis)	1.36	6 378	
▪ Plan directeur - Parcs, sentiers et espaces verts	1.37	25 000	
▪ Clôture piscine	1.38	2 500	
▪ Travaux locaux salle communautaire	1.39	10 000	
	2	1 144 301	1 205 652
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3		
	4	1 144 301	1 205 652
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	5.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7		277 047
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	532	370
Organismes contrôlés et partenariats	10		3
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	24 000	16 000
Autres			
▪	14.1		
	15	24 532	293 420
	16	1 168 833	1 499 072

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.
Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	2 683 232
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	3 344 776

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	2 215 082	1 562 449
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	701 500	772 000
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	2 916 582	2 334 449

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	6 252 670	6 800 363	6 930 254	6 930 254
Compensations tenant lieu de taxes	13	180 451	187 609	188 010	188 010
Quotes-parts	14				
Transferts	15	286 194	516 453	444 171	449 964
Services rendus	16	352 859	329 350	414 321	417 701
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	659 791	325 250	907 810	907 810
Autres	18	253 270	133 368	272 388	277 019
	19	7 985 235	8 292 393	9 156 954	9 170 758
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	73 299	3 129 027	208 055	208 055
Autres	23	350 297		75 449	75 449
	24	423 596	3 129 027	283 504	283 504
	25	8 408 831	11 421 420	9 440 458	9 454 262

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	1 374 170	1 425 424	30 160	1 455 584	1 455 584	1 355 920
Sécurité publique							
Police	2	557 673	589 793		589 793	589 793	548 599
Sécurité incendie	3	566 505	520 173	49 834	570 007	570 007	581 379
Autres	4	86 944	12 709		12 709	12 709	17 568
Transport							
Réseau routier	5	2 617 975	2 033 931	603 330	2 637 261	2 637 261	2 716 478
Transport collectif	6	31 677	31 791		31 791	31 791	23 822
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	138 266	329 835	48 685	378 520	378 520	236 183
Matières résiduelles	9	764 598	802 359		802 359	718 314	745 537
Autres	10	370 542	256 904		256 904	256 904	287 992
Santé et bien-être	11	6 500	11 147		11 147	11 147	1 288
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	441 936	385 448	8 436	393 884	393 884	380 290
Promotion et développement économique	13	30 081	41 908		41 908	41 908	28 304
Autres	14						
Loisirs et culture	15	1 046 772	754 781	62 402	817 183	817 183	684 565
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	212 806	99 882		99 882	112 339	111 162
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	8 246 445	7 296 085	802 847	8 098 932	8 027 344	7 719 087
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	928 168	802 847 (	802 847)			
	21	9 174 613	8 098 932		8 098 932	8 027 344	7 719 087

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Réalizations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	423 596	283 504		283 504
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	1 303 327)(	1 145 829)(	(87 514))(	1 058 315)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)	50 000)(	)	50 000)
Financement à long terme des activités d'investissement	4		910 000		910 000
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	118 396	220 105	(87 514)	132 591
Excédent accumulé	6	810 339	637 011		637 011
	7	(374 592)	571 287		571 287
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	49 004	854 791		854 791

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14